

Congrès CFDT de Rennes

Introduction du rapport d'activité par Laurent Berger

Lundi 4 juin 2018

Seul le prononcé fait foi

Chers amis, chers camarades,
Bonjour et bienvenue à vous toutes et à vous tous.

Bienvenue en Bretagne, cette belle région, où la CFDT a depuis très longtemps une place de premier plan. Merci, Louis et merci à vous, les militantes et militants bretons, de nous avoir réservé un si bel accueil.

C'est un plaisir de nous retrouver ici, à Rennes, pour ce 49^{ème} congrès de la CFDT. Un congrès, c'est toujours un moment fort pour notre organisation.

C'est aussi un temps de visibilité et d'échanges avec nos partenaires. Je souhaite donc aussi la bienvenue à tous nos invités : camarades d'autres organisations syndicales, françaises ou étrangères, camarades de l'outre-mer, compagnons de route, partenaires, observateurs et journalistes.

Un congrès, c'est l'aboutissement d'un long et intense travail de préparation et de réflexion collective, pour en faire un temps fort de débats, et, au final, de choix. Des choix qui vont engager notre organisation pour les quatre années à venir. Dans un monde où tout s'accélère, où l'invective prend trop souvent le pas sur la confrontation d'idées, prendre ensemble ce temps du débat et de la décision collective est vital. C'est le temps de la démocratie, de NOTRE démocratie. Et vous savez à quel point ce mot, qui donne son « D » à notre nom, fait partie de notre ADN.

Alors oui, bienvenue à vous, militantes et militants de la CFDT de tous horizons, vous qui allez, durant ces 5 jours, faire vivre cette démocratie !

Vous êtes 1750 délégués présents ; presque autant de femmes que d'hommes : cela aussi, c'est la marque de la CFDT !

Je tiens également à saluer les jeunes militants, dont nous avons voulu, cette année encore, faciliter la participation au congrès.

Vous êtes aussi nombreux à nous regarder en ligne; salut à vous!

1750 présents, je le disais, mais en réalité, nous sommes bien plus nombreux. Nous tous ici représentons les 623 802 adhérents de la CFDT. 623 802 salariés, agents publics, retraités... travailleurs de toutes les régions et de tous les secteurs professionnels.

Nous nous retrouvons après quatre années très éprouvantes et en même temps très riches. Riches de nos victoires : celles que les militantes et les militants CFDT ont arrachées chaque jour, dans les administrations et les entreprises. Celles que nous avons obtenues pour tous les travailleurs, et notamment les plus précaires. Des victoires certes incomplètes, dont on n'ose pas toujours se réjouir, parce qu'il reste tellement à faire, parce que les inégalités sont encore si profondes, parce que notre indignation face à l'injustice sociale reste intacte...

Mais on aurait tort de ne pas marquer d'une pierre blanche chaque victoire remportée, chaque avancée obtenue durant ce mandat. Notre marque de fabrique, à la CFDT, c'est cette exigence d'être utile aux travailleurs, de leur apporter du concret, de changer leur quotidien.

Et c'est grâce à cette exigence, au travail de chacun d'entre vous, que la CFDT a remporté une immense victoire.

Pour la première fois depuis la création du syndicalisme en France en 1895 ; pour la première fois en 122 ans : **nous sommes le premier syndicat dans le secteur privé. Soyons fiers !**

C'est une conquête mémorable pour la CFDT, mais c'est aussi un bouleversement majeur dans le paysage social français.

C'est un tel changement que certains peinent à en prendre la mesure. C'est le cas d'un certain patronat, trop heureux de rejouer la lutte des classes avec des organisations contestataires, qui s'en contentent bien. Un patronat qui a choisi le lobbying auprès des gouvernants pour satisfaire ses obsessions: moins de coûts, moins de règles, moins d'impôts... Bref, un patronat ringard, bloqué au 20^{ème} siècle.

Et que dire du Gouvernement et du Président actuel, qui organisent le « bloc contre bloc », au risque d'attiser les extrêmes ? C'est vrai, c'est plus facile que de ferrailler avec une organisation indépendante, qui refuse les « deal » dans les coulisses et qui fait des propositions ambitieuses et réalistes. Pourtant, n'en déplaise au Président de la République ou à M. Gattaz, la CFDT est une force avec laquelle il faut compter, d'autant plus depuis le 31 mars 2017.

Cette victoire, elle est belle, elle est historique ! Et nous l'avons fêtée à la hauteur de l'évènement : nous étions 10 000 à La Villette, le 3 octobre dernier, pour montrer le nouveau visage du syndicalisme. Et vous avez été bien plus nombreux dans les sections et dans vos structures à célébrer l'évènement.

Mais je vous le dis mes camarades, n'oublions pas nous-même de prendre la mesure de ce bouleversement. J'ai parfois l'impression que nous avons la victoire un peu trop modeste... Pourtant, cette victoire, c'est à vous, c'est aux militants que nous la devons !

C'est aussi à ceux qui ont fait notre histoire et qui ont pris les décisions courageuses, parfois difficiles. Des décisions qui nous ont permis d'être là où nous sommes aujourd'hui.

Perdre deux secrétaires généraux, deux figures de la CFDT, au cours du même mandat, c'est une épreuve à laquelle nous n'étions pas préparés. François Chérèque et Edmond Maire nous manquent cruellement. Comme nous aurions aimé que François soit encore là pour fêter notre première place, lui qui a tant fait pour que la représentativité des syndicats

soit mesurée par le vote des salariés ! Comme nous aurions aimé qu'Edmond puisse encore nous donner son avis éclairé sur l'actualité, ce qu'il aimait tant faire... avec son impertinence légendaire. D'autres grands militants nous ont aussi quittés au cours de ce mandat : Albert Detraz, Hubert Lesire-Ogrel, Jacques Moreau, Marguerite Bertrand, Jacques Chérèque et tant d'autres, sans doute moins connus, mais tout aussi importants pour notre organisation.

Alors pour François et Edmond, pour toutes les militantes et tous les militants qui ont fait notre histoire, je vous demande, plutôt qu'une minute de silence, de les applaudir très forts, à la hauteur de ce qu'ils ont apporté à la CFDT.

Cette première place, soyons clairs, elle n'atténue en rien les épreuves auxquelles nous avons dû faire face pendant ces quatre années.

Oui, les réformes tous azimuts nous ont mis à l'épreuve. En 4 ans, pas moins de 3 réformes sur le dialogue social se sont succédées et parfois contredites ! En 10 ans, 3 grands chantiers de réformes des fonctions publiques ont été lancés, et ont éteint les agents.

Au-delà des réformes, c'est le monde autour de nous qui n'a cessé de changer. La révolution numérique et l'enjeu écologique sont en train de profondément transformer nos façons de vivre, de produire, de consommer et bien sûr, de travailler. Ces changements, nous n'avons eu de cesse de mieux les appréhender.

Notre rôle, c'est de pointer les risques qu'ils portent en germe, mais aussi les opportunités qu'ils créent. Nous devons également entendre l'inquiétude et la peur de l'avenir que peuvent avoir les travailleurs et les citoyens.

La peur est un terreau fertile pour les populistes de tout bord. D'ailleurs, ceux-là ne manquent jamais une occasion de s'attaquer aux syndicats. On l'a vu pendant la campagne présidentielle, à droite comme à gauche.

Et cette petite musique lancinante de défiance à l'égard des syndicats et de tous les corps intermédiaires, elle est loin d'avoir disparu après l'élection. Elle est même entretenue par ce Gouvernement et le Président.

Une musique qui résonne d'autant plus quand des organisations syndicales ou patronales s'enferment dans des postures, dans la confrontation stérile et l'opposition systématique. A croire que certains, dans le camp syndical, veulent donner des arguments à ceux qui nous attaquent.

Pourtant, c'est ma conviction profonde, il est plus indispensable que jamais d'articuler la démocratie politique avec la démocratie sociale. Les solutions ne viendront jamais d'un homme ou d'une femme providentielle, mais de l'intelligence collective. Oui, la société est traversée par des intérêts contradictoires, et c'est légitime. Voilà pourquoi il faut d'autant plus confronter, débattre, négocier. C'est comme cela que nous pourrions vraiment faire société et apporter du plus aux travailleurs.

Et c'est pour cela que pendant ces 4 ans, alors que notre démocratie a été mise à l'épreuve de toutes parts, nous avons été de ceux qui l'ont **protégée et soutenue**.

Ces dernières années, particulièrement depuis 2015, nous avons subi le choc et l'effroi des nombreux attentats qui ont eu lieu partout dans le monde et sur notre territoire. Ces attaques barbares ont fauché des centaines de vies en France, des milliers à travers l'Europe et le monde. Et au-delà de l'hommage que nous devons à toutes les victimes, je veux avoir un mot particulier aujourd'hui pour Précilia qui était au Bataclan, pour Jean-Baptiste et Jessica, policiers à Magnanville et plus récemment, pour Christian à Trèbes, tous adhérents ou militants CFDT qui ont rejoint la terrible liste des victimes du terrorisme.

Oui, ces 4 années nous ont secouées, en tant que citoyen, en tant que travailleur, en tant que militant.

Nous avons vogué sur un océan déchainé, mais malgré la houle, malgré les vents contraires, nous avons tenu le cap. Ensemble.

Non sans débat sur notre stratégie. Les discussions du Bureau national et les échanges avec les militants, dans les territoires et les professions, ont été nombreux et parfois vifs. Mais ils ont surtout été indispensables à notre positionnement et à la cohésion de la CFDT. Nous avons dû tirer des bords face à des gouvernements qui voulaient nous contourner ou nous renvoyer au vieux monde. Nous avons dû utiliser tout le répertoire de l'action syndicale en jugeant tous les paramètres : l'envie des travailleurs de nous suivre... ou pas, notre capacité à obtenir des résultats ... ou pas, la tactique des autres organisations syndicales... ou pas.

Au final, ce qui nous a permis de ne jamais perdre de vue notre cap, ce sont d'abord et avant tout nos valeurs.

Des valeurs que nous avons mises en acte au quotidien.

En participant à la grande marche de janvier 2015 contre la barbarie terroriste et pour les valeurs républicaines ; en travaillant avec des associations et d'autres organisations syndicales sur le « vivre et travailler ensemble » ; en appelant sans ambiguïté à voter contre le Front National, et donc pour Emmanuel Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle ; et en soutenant nos camarades syndicalistes menacés par des dictatures à l'étranger ; à chaque fois, nous avons honoré la démocratie.

En refusant le repli sur soi et la situation indigne faite aux migrants, en œuvrant pour une Europe plus sociale, en nous engageant contre la pauvreté, pour que les plus fragiles ne soient pas les-laissés-pour-compte des politiques du chiffre, nous avons incarné la solidarité. En défendant la place de la négociation collective collective, en armant les travailleurs de nouveaux droits et de l'accompagnement nécessaire à leur exercice, en revendiquant un partage du pouvoir dans les lieux de travail, nous avons fait progresser l'émancipation individuelle et collective.

En affirmant notre rôle de contre-pouvoir sans verser dans l'opposition politique, nous avons exprimé notre indépendance. Une indépendance qui s'appuie sur notre autonomie financière et nos comptes certifiés. Une indépendance renforcée par la transparence de notre nombre d'adhérents, que nous avons fait attester avant tous les autres.

Démocratie, solidarité, émancipation, indépendance, autonomie. Voilà le socle qui nous a permis de tenir le cap pendant ces 4 années.

Ce socle, il s'inscrit dans une histoire. Les commémorations des événements de mai 68, 50 ans après, ont été une occasion de nous rappeler à quel point nos combats, nos revendications restent inspirés par les mêmes valeurs.

De la revendication de la section d'entreprise, à la co-détermination.

Du combat pour améliorer les conditions de travail, au départ en carrière longue et au compte pénibilité.

De notre bataille pour les 35 heures à notre revendication d'une « banque des temps ».
De notre lutte pour le droit à l'avortement à notre engagement pour l'égalité femmes/hommes et contre les violences sexistes et sexuelles.

De 68 à 2018, le monde a changé. Mais la CFDT est restée fidèle à elle-même, fidèle à ses valeurs.

On dit de notre syndicalisme qu'il est réformiste. Et c'est vrai que nous refusons le statu quo. Parce que le monde bouge. Parce que les inégalités nous indignent. Parce que se contenter de défendre les acquis revient trop souvent à défendre voire à creuser ces inégalités. Mais soyons clairs : la réforme pour la réforme, très peu pour nous.

On dit de notre syndicalisme qu'il est pragmatique. Et c'est vrai que notre méthode s'efforce de partir du réel. Mais notre ambition n'en est pas moins radicale : il s'agit de le transformer, ce réel, autrement dit, de changer le travail pour changer la société...

A Marseille, nous nous sommes fixés l'objectif de promouvoir un nouveau mode de développement, une économie de la qualité, qui permette un haut niveau de vie et de protection sociale pour tous.

Et comme nous ne croyons pas au grand soir, nous avons fait de la démocratie sociale la condition de la réussite des réformes ; ce qui exige de nous plus de proximité avec les travailleurs et plus d'efficacité pour leur être utiles.

Oui, la démocratie sociale a besoin de syndicats forts, capables d'évoluer pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi nous nous sommes lancés dans de nombreux chantiers, en réinterrogeant notre organisation et notre fonctionnement, en utilisant tous les outils à notre disposition pour mieux écouter et représenter les travailleurs ; en cherchant à mieux accompagner les militants.

Combiner utopie mobilisatrice et avancées concrètes pour les travailleurs, construire du progrès grâce au dialogue social, nous renforcer pour être à la hauteur de nos ambitions, voilà ce qui nous a guidé durant ces quatre années. Et je vous propose de le voir en images, rendez-vous dans un peu moins d'une demi-heure.

Passage d'un film

Ce retour en image montre bien comment la CFDT a tissé son action dans un contexte très instable.

Notre monde est chamboulé. De nombreux conflits perdurent. La tentation de l'autoritarisme, du populisme et du repli sur soi grandit. La guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis en est le symptôme le plus récent.

Des bouleversements d'ordre technologique, démographique, social et environnemental nous percutent.

Nous en sommes au stade où le vieux monde se meurt et le nouveau monde tarde à se dessiner clairement.

Dix ans après la crise de 2008, la situation s'améliore enfin. Mais la croissance économique ne suffit pas pour faire émerger le nouveau modèle que nous appelons de nos vœux, elle ne suffit pas pour « faire société » : il faudra du temps et de l'accompagnement, des moyens aussi, pour que les chômeurs de longue durée retrouvent le chemin de l'emploi. Il faudra de la volonté politique et de l'engagement pour lutter contre les inégalités ; et pour que les employeurs et les actionnaires consentent à mieux partager la richesse.

Nous sommes arrivés au bout d'un cycle, au bout d'une logique : celle du court-termisme, du moins-disant social, du toujours plus pour quelques-uns...

Et finalement, la résolution de Marseille ne disait pas autre chose en appelant à construire un « nouveau modèle de développement », basé sur la qualité. Qualité du modèle de production et des emplois ; qualité des parcours de vie et du travail. Qualité des relations sociales aussi, car le chemin compte autant que le but à atteindre. Vous voyez, le nouveau monde, la CFDT n'a pas attendu mai 2017 pour le penser. Mais peut-être ne parle-t-on pas du même monde...

Mais ce qui fait que la CFDT est la CFDT, c'est qu'elle ne se paye pas de mots. Pour faire advenir ce nouveau modèle, nous avons mis les mains dans le cambouis, nous nous sommes investis sur tous les fronts, dans les lieux de travail jusqu'aux instances internationales.

- Parce que notre projet supposait de remettre le travail au cœur de l'entreprise et du débat public, nous avons donné la parole à plus de 200 000 personnes à travers notre grande enquête « Parlons travail ». Et qu'ont-ils dit ? Qu'ils veulent avoir plus de prise sur leur travail et participer davantage aux décisions qui les concernent !

Voilà pourquoi la qualité de vie au travail a été et demeure un combat de la CFDT !

Voilà pourquoi notre revendication de mieux partager le pouvoir dans l'entreprise est plus que jamais d'actualité ! Nous attendons de la loi Pacte à venir qu'elle concrétise nos revendications, celle sur la raison d'être des entreprises, comme sur le nombre des administrateurs salariés dans la gouvernance des grandes entreprises. Sur ce point, le Gouvernement est à la croisée des chemins et nous l'attendons au tournant.

- Parce que notre projet impliquait de bâtir un modèle social plus protecteur et plus solidaire, nous avons renforcé les droits personnels des travailleurs, dans un cadre collectif. C'est comme cela qu'il faut désormais appréhender la protection sociale et la sécurisation des parcours professionnels.

La complémentaire santé obligatoire, le compte personnel de formation et le compte pénibilité sont finalement entrés en vigueur. Nous avons obtenu la création du compte

personnel d'activité, les droits rechargeables à l'assurance-chômage, la généralisation de la garantie jeunes pour ceux qui ne sont ni en emploi ni au chômage ni en formation.

Nous avons fait un pas supplémentaire vers l'égalité professionnelle en obtenant une meilleure protection contre le licenciement des femmes en congé maternité et en renforçant la lutte contre le harcèlement au travail.

Nous avons même arraché de premières avancées pour les travailleurs des plateformes, en termes de droit à la protection sociale et à la représentation collective.

- Parce que l'action publique est une clé de voute de notre projet, nous avons porté nos propositions pour que les services publics remplissent leur rôle : égalité entre les citoyens, inclusion de tous et cohésion sociale. Parce que les agents qui soignent, éduquent, accueillent et protègent sont les garants d'un service public de qualité, nous avons bataillé pour obtenir l'application des mêmes droits que dans le privé ; et nous avons réussi pour le CPF et le CPA. Nous nous sommes engagés en signant le protocole pour les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations. Dommage que toutes les organisations syndicales n'aient pas eu le courage de s'y engager. Elles auraient ainsi pu éviter de réclamer aujourd'hui l'application de ce qu'elles combattaient encore il y a deux ans... Mais, vous le savez bien mes camarades, nos soi-disant trahisons d'hier seront toujours leurs acquis de demain...
- Parce que notre projet impliquait plus de règles pour humaniser la mondialisation, nous sommes battus avec nos camarades européens et internationaux pour davantage de régulations. Nous avons obtenu la loi sur le devoir de vigilance. Nous avons obtenu un meilleur encadrement du travail détaché. Et n'oublions pas que notre participation à la COP 21 a contribué à inscrire la nécessité d'une transition écologique juste, qui tienne compte des travailleurs et de leur avenir.

Ce mandat aura également été celui d'un nouveau départ pour une Europe plus sociale, qui fait de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, et au-delà des citoyens, une priorité. La proclamation du socle de droits sociaux en 2017 a marqué pour cela une étape significative. L'engagement de la Confédération européenne des syndicats y aura été pour beaucoup et je crois que la CFDT a su y prendre toute sa part et toute sa place.

Alors bien sûr, tout n'a pas été parfait. Et j'aurais pu cet après-midi faire la liste de tout ce qui ne fonctionne pas, de tout ce qu'il reste à résoudre, de tout ce qui ne nous convient pas. Mais j'ai choisi, comme l'a fait le Bureau national avec le Rapport d'activité, de me concentrer sur le verre à moitié plein.

Ce n'est pas de la naïveté. Nous sommes tous bien conscients des limites de notre action, de ses insuffisances. De nombreux droits acquis, comme le CPA, doivent encore devenir effectifs ; la complémentaire santé n'est toujours pas obligatoire pour les retraités et pour les fonctionnaires ; le compte pénibilité n'est pas à la hauteur de ce que nous aurions voulu et le compte formation a été fragilisé.

Nous avons connu des défaites aussi, sur le barème prud'hommes, sur le dialogue social dans les TPE, sur la fusion forcée des Instances Représentatives du Personnel et sur la baisse des moyens syndicaux.

Choisir le verre à moitié plein, ce n'est pas non plus de la surdité. Vous aviez déjà exprimé au congrès de Marseille les difficultés des militants face à l'empilement des réformes... et on ne peut pas dire que le rythme ait ralenti durant ce mandat.

C'est vrai, avec l'évolution incessante des règles du dialogue social, nous avons été bousculés dans ce qui fait notre quotidien, mais aussi dans notre identité.

Nous avons connu l'échec de la négociation sur la modernisation du dialogue social, à cause de l'irresponsabilité du patronat ; mais nous avons réussi à peser pour que la loi dite Rebsamen permette un dialogue social plus fructueux dans l'entreprise, avec une meilleure information des IRP sur la situation économique et sociale.

Un an plus tard, avec la loi Travail, nous avons réussi à repousser une première version inacceptable et à obtenir de réelles avancées pour faire vivre le dialogue social, tel que nous le concevons : celui qui fait confiance aux acteurs de proximité pour décider des règles du quotidien, tout en imposant de solides garde-fous pour éviter les abus.

Puis, avant même d'appliquer cette loi Travail, le nouveau Président de la République, tout juste élu, a à nouveau lancé une réforme. Nous ne le souhaitons pas mais il l'avait annoncé dans son programme. Comme à chaque fois, nous avons fait notre boulot de syndicalistes.

Nous sommes entrés dans les concertations avec nos propositions, nous avons bataillé tout l'été, nous avons fait reculer le Gouvernement sur de nombreux points, nous avons limité la casse sur d'autres et nous avons obtenu quelques avancées, comme sur le rôle de la branche.

Au final, nous avons dénoncé les dispositions des ordonnances qui ne nous allaient pas, sans tomber dans le piège tendu par le Gouvernement. Contrairement à d'autres organisations syndicales, nous n'avons pas confondu notre rôle de contre-pouvoir avec celui d'opposant politique. Ce choix de ne pas manifester à l'automne a fait débat en interne. Pourtant, je pense que nous avons eu raison de tenir notre cap : car je vous le demande mes camarades. Alors qu'elle avait renoncé à peser dans les discussions, qu'a obtenu la CGT sinon de faire la démonstration de sa faiblesse ?

Depuis, c'est une autre bataille qui se joue dans les entreprises, avec la mise en place des comités sociaux et économiques. Je sais qu'elle est difficile cette bataille ! Que si certains employeurs ont compris l'intérêt du dialogue social et jouent le jeu, d'autres n'ont qu'une idée en tête : faire des économies et réduire la représentation du personnel ! Pour une réforme censée favoriser le dialogue social, c'est un comble... Mais le combat n'est pas terminé, il ne fait même que commencer.

Nous devons dénoncer systématiquement toutes les entreprises qui profiteront de la mise en place du CSE pour réduire la place du dialogue social. Nous devons aussi continuer d'accompagner les sections syndicales dans les négociations et les élections à venir ; tout comme il est de notre devoir d'accompagner les militants qui risquent de perdre leurs mandats.

Durant ces quatre ans, notre combativité s'est aussi exercée dans la rue, chaque fois que cela a pu servir l'intérêt des travailleurs et notre stratégie.

Le 22 mai tout récemment, les agents des fonctions publiques ont dénoncé l'approche du Gouvernement par le coût. Un Gouvernement qui, une fois de plus, une fois de trop, n'a pas compris que les agents et les services qu'ils rendent sont une richesse ! Ce même Gouvernement qui, en tant qu'employeur, fait peu de cas du protocole PPCR et de l'amélioration du pouvoir d'achat des agents. Cette manifestation n'a pas empêché la CFDT, à travers l'UFFA, de participer aux concertations et de porter ses revendications.

Ces derniers mois, la CFDT s'est aussi mobilisée, par exemple à La SNCF, dans les Ehpad, à la Justice, chez Carrefour, à Galderma ou Vivarte, mais aussi pour les retraités avec les mobilisations de l'UCR. Et parfois, ces mobilisations ont payé.

C'est le cas par exemple avec le plan pour le grand âge et l'autonomie présenté par la ministre de la santé la semaine dernière : plusieurs mesures répondent aux revendications de la CFDT, même s'il faut encore aller plus loin.

A quoi devons-nous cette réussite ? A des mobilisations sectorielles qui viennent appuyer des propositions ambitieuses et réalistes. La CFDT ne veut pas troquer la recherche d'avancées concrètes pour les travailleurs contre le fantasme d'une déstabilisation du pouvoir démocratique. C'est bien pour cette raison que la CFDT a rejeté toute convergence des luttes, sans pour autant refuser l'unité d'action, là où elle était utile.

Ce n'est pas une position facile à tenir, car le Gouvernement joue la caricature des confrontations sociales. Mais on n'enferme pas la CFDT. Personne ne peut nous assigner un rôle. C'est nous, et nous seuls, qui décidons de ce que la CFDT veut être.

Voilà pourquoi nous n'avons pas non plus cessé de proposer, de chercher des solutions, d'être ouverts à la discussion, bref, d'être responsables pour deux, voire pour trois.

Alors c'est vrai, dans la période actuelle, il est parfois difficile d'être syndicaliste à la CFDT. Oui, ces quatre années ont été semées d'embûches. Mais ce n'est pas la première fois dans notre histoire que nous rencontrons de l'adversité. En 68, quand nos anciens ont créé les premières sections syndicales dans les entreprises, les patrons ne les attendaient certainement pas avec un bouquet de fleur à la main...

Alors oui mes camarades, s'il y a parfois des raisons de douter, il n'y en a aucune de désespérer.

Ces difficultés ne doivent pas nous empêcher d'être fiers des engagements pris, des combats menés, des femmes et des hommes qui font le travail quotidien auprès des travailleurs et des adhérents. Elles ne doivent pas nous faire oublier que le premier syndicat dans le privé, c'est nous ! Et que nous avons dans quelques mois, avec les élections dans les fonctions publiques, l'opportunité d'être la première « tout court ».

Cette première place, cette reconnaissance des travailleurs, nous la devons aussi à notre capacité à affronter nos propres faiblesses. Faiblesse de notre nombre d'adhérents, de nos implantations, de nos lourdeurs de fonctionnement. Alors nous avons agi. De front avec cette actualité dense, nous avons réfléchi à notre organisation et notre fonctionnement. Nous avons pris le virage du numérique -et si Gasel n'est pas parfait, je crois pouvoir dire que nous avons largement progressé depuis Marseille.

Nous avons dû passer de 22 à 13 URI et cela ne s'est pas fait sans heurts. Nous avons aussi expérimenté de nouvelles manières de faire de l'adhésion. Nous avons réussi la généralisation de Réponses à la carte. Nous avons multiplié les outils et les initiatives pour accompagner les militants.

Demain, il faudra trouver ensemble les moyens de faire encore mieux, de faire encore beaucoup plus, tant les défis, et particulièrement celui de la syndicalisation, sont énormes. Ce sera d'ailleurs l'enjeu de débats sur la résolution, et l'enjeu des années à venir.

Au final, à l'issue de ces quatre ans, mes camarades, nous avons un bilan ! Et ce bilan, nous n'avons pas à en rougir ! Qu'elles qu'aient été les épreuves, la CFDT ne s'est pas perdue en route. Elle s'est affirmée comme LA référence dans le paysage social français ; parce que nous avons fait notre travail, parce que nous ne sommes pas tombés dans la facilité et que nous nous sommes engagés !

Ce bilan, il est maintenant temps d'en débattre, à vous la parole pour que vous apportiez votre analyse, votre vécu des quatre années passées. Je fais le pari que ces deux jours d'interventions renforceront la CFDT.

Merci.